

**Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté préfectoral de
mise en demeure du 4 avril 2024
Société DS SMITH PACKAGING
Commune de Saint-Just-en-Chaussée**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres I et V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 délivré à la société DS SMITH PACKAGING pour l'exploitation d'une usine de fabrication de carton ondulé multicouche sur le territoire de la commune de Saint-Just-en-Chaussée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 avril 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société DS SMITH PACKAGING pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Just-en-Chaussée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 29 novembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. La société DS SMITH PACKAGING a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 4 avril 2024 de mettre en place une réserve incendie de 3 000 m³ et de la faire réceptionner par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Oise dans un délai de trente jours pour le site qu'elle exploite sur la commune de Saint-Just-en-Chaussée ;
2. Lors de la visite du 6 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :
 - deux réserves d'eau incendie de 1 400 m³ et 1 600 m³ sont présentes sur le site et en eau ;
 - l'exploitant a présenté le procès verbal de réception du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Oise du 18 novembre 2024 ;

3. Les dispositions sur lesquelles repose l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 avril 2024 ne sont plus applicables ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 avril 2024 pris à l'encontre de la société DS SMITH PACKAGING sise à Saint-Just-en-Chaussée est abrogé.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Saint-Just-en-Chaussée pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Saint-Just-en-Chaussée fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, la sous-préfète de Clermont, le maire de Saint-Just-en-Chaussée, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **13 DEC. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société DS SMITH PACKAGING

La sous-préfète de Clermont

Le Maire de la commune de Saint-Just-en-Chaussée

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

